

N° 5227¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Putrajaya, le 21 novembre 2002

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(2.3.2004)

En date du 17 octobre 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait transmettre au Conseil d'Etat pour avis le projet de loi sous rubrique, élaboré par le ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. Au texte du projet étaient joints l'exposé des motifs ainsi que le commentaire des articles de la Convention et le texte de cette dernière.

Aucune chambre professionnelle ne semble avoir été sollicitée pour donner son avis.

L'article unique du projet de loi portant approbation de la Convention et du Protocole ne suscite pas d'observation.

Comme cela a été le cas pour toutes les autres conventions de non-double-imposition, le Conseil d'Etat approuve pleinement la conclusion d'un tel accord entre le Luxembourg et la Malaisie.

Ces conventions sont un élément indispensable à la diversification de nos relations économiques internationales. Elles facilitent les échanges et surtout les investissements des entreprises luxembourgeoises. Elles sont nécessaires à l'internationalisation de la place financière qui est devenue un des axes de son développement.

La Malaisie dispose d'un potentiel économique considérable. Après la crise financière en Asie, le pays s'est rapidement redressé, ce qui montre la solidité de son économie.

La coopération avec la Malaisie, un des membres de l'ASEAN, se situe dans plusieurs domaines, dont notamment le transport aérien.

Dans cette optique, le Conseil d'Etat ne peut qu'encourager le Gouvernement à compléter notre réseau de conventions tendant à éviter les doubles impositions.

Etant donné que cette convention bilatérale comme la quasi-totalité de celles conclues par le Luxembourg reprend pour une large part les dispositions du modèle de l'OCDE, le Conseil d'Etat peut se limiter à quelques observations.

Le Conseil d'Etat note que si globalement la Convention suit le modèle OCDE, certaines divergences tiennent compte de la spécificité des régimes fiscaux, respectivement des législations en vigueur. Cela vaut notamment pour certains aspects relatifs à la résidence.

De même, l'exemption d'une retenue à la source des dividendes, accordée uniquement lorsque les dividendes proviennent d'une activité industrielle ou commerciale effective dans l'Etat de la source, vise à encourager les investissements directs.

La Convention comporte également une disposition spéciale réglant le statut fiscal des professeurs et chercheurs afin de faciliter les échanges dans ce domaine.

Concernant les méthodes pour éliminer la double imposition, le Luxembourg a retenu l'exemption avec réserve de progressivité pour les impôts sur les revenus et la fortune. En revanche, pour les divi-

dendes, les intérêts, les redevances et les rémunérations pour services techniques, le Luxembourg appliquera la méthode de l'imputation qui a été retenue d'une manière générale par la Malaisie.

Concernant l'article 27 relatif à la non-discrimination, le Conseil d'Etat relève que cet article retient que „les nationaux d'un Etat contractant ne sont soumis dans l'autre Etat contractant ...“. Le terme „national“ est défini, à l'article 3, comme „toute personne physique qui possède la citoyenneté ou la nationalité d'un Etat contractant“. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la compatibilité de ces dispositions avec le droit communautaire qui interdit toute discrimination entre citoyens de l'Union européenne en vertu de leur nationalité.

Cela pose la question de l'application de la présente convention aux résidents sur le territoire luxembourgeois ayant la nationalité d'un autre Etat membre de l'Union européenne. Le terme „national“ devrait être clarifié dans le futur pour éviter tout conflit éventuel avec le droit communautaire.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 2 mars 2004.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES